ARRETE PROVISOIRE PORTANT
AUTORISATION DE DEVERSEMENT DES EAUX USEES AUTRES QUE DOMESTIQUES DE L'ENTREPRISE IPSEN PHARMSCIENCES DANS LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT PUBLIC DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE DREUX

JC/AP/MW/MaG/FR
N°A2025-010

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Dreux,

Vu *les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Dreux tels qu'approuvés par arrêté inter préfectoral n° DRCL-BLE-2024278-0001 du 04 octobre 2024,*

Vu *le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-12 et suivants, R. 2224-19 et suivants, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-9-2 et L. 5216-5 II 2° ;*

Vu *le code de la santé publique, notamment les articles L. 1331-10, L. 1331-11 et R. 1331-2 ;*

Vu *la délibération n°2020-059 du conseil communautaire en date du 9 juillet 2020 portant élection du Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Dreux,*

Vu *l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,*

Vu *l'arrêté du 21 juillet 2015 complété par l'arrêté du 31 juillet 2020 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,*

Vu *le règlement communautaire du service d'assainissement collectif,*

Vu *la demande de l'établissement IPSEN PHARMSCIENCES (siret : 50175121800030), pour le déversement d'eaux usées autres que domestiques sur son site, situé 20 rue Ethe Virton 28 100 Dreux,*

Considérant la demande formulée par l'Entreprise IPSEN PHARMSCIENCES spécialisée dans la fabrique de préparations pharmaceutiques de pouvoir justifier auprès des services de l'Etat d'une autorisation de déverser ses eaux usées autres que domestiques issues de la production dans le réseau public, via un branchement situé au droit de la propriété, situé 20 rue Ethe Virton 28 100 Dreux,

Considérant qu'une visite sur le terrain situé 20 rue Ethe Virton 28 100 Dreux a été organisée le 10 février 2025 en présence des représentants de l'Entreprise et de la société AQUAD, délégataire de l'Agglo du Pays de Dreux assurant l'exploitation de l'assainissement collectif ; que le délégataire a soulevé les différents regards en partant du bâtiment IPSEN PHARMSCIENCES où se situent les différents laboratoires et a ensuite suivi le cheminement de la canalisation de refoulement ; que cette canalisation arrive directement à la boîte de branchement ; que sur cette boite de branchement située à l'extérieur du site (au niveau de la parcelle voisine de l'entreprise MAYOLY) se trouve la vanne de refoulement ; qu'un piquage provenant d'un bâtiment administratif IPSEN PHARMSCIENCES est raccordé sur la canalisation.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION / CONVENTIONNEMENT

L'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système d'assainissement public, est délivrée au bénéfice de l'Entreprise IPSEN PHARMSCIENCES, pour son site situé 20 rue Ethe Virton 28 100 Dreux, jusqu'au 31 décembre 2030.

La présente autorisation n'est pas assortie d'une convention relative aux modalités techniques et financières du déversement.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2-1 : Prescriptions relatives aux effluents autres que domestiques

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées de l'Entreprise autres que domestiques ne doivent pas contenir de matières ou de substances susceptibles :

- de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
- d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
- d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
- d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement,

2-2 : Prescriptions particulières

Les eaux usées déversées par l'Entreprise devront répondre, au point de rejet, aux prescriptions suivantes :

Paramètres physico-chimiques :

Température maximale autorisée :	30 ° C
pH compris entre	5,5 et 8,5
Potentiel d'oxydoréduction (E.H) supérieure à (par rapport à l'électrode hydrogène normale)	+ 100mV

Concentrations maximales autorisées sur les paramètres suivants :

DBO5 avant décantation	800 mg/l
DCO avant décantation	2 000 mg/l
Rapport DCO/DBO	≤ 2,8
Matières en suspension	600 mg/l
Azote total (N)	100 mg/l
Phosphore total (P)	35 mg/l

Eléments concernés par la valorisation agricole des boues

Zinc (Zn)	2,0 mg/l
Cuivre (Cu)	0,5 mg/l
Nickel (Ni)	0,25 mg/l
Plomb (Pb)	0,5 mg/l
Cadmium (Cd)	0,02 mg/l
Chrome 6 (Cr)	0,1 mg/l
Chrome 3 (Cr)	3,0 mg/l
Sélénium (Se)	0,05 mg/l

Autres paramètres organiques

Huiles et graisses (SEC)	150 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Détergents anioniques	10 mg/l
Détergents cationiques	3 mg/l
Phénols	1 mg/l
Substances organochlorées (AOX)	1 mg/l
Pesticides	0,05 mg/l
Solvants chlorés volatiles	0,05 mg/l
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HPA)	0,01 mg/l

L'Enterprise transmettra pour information les résultats des prélèvements à l'adresse pole.technique@dreux-agglomeration.fr.

2-3 : Prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales

L'Agglo du Pays de Dreux n'impose pas d'obligation de collecte et/ou de traitement des eaux pluviales. Toutefois, la gestion des eaux pluviales à la parcelle avec un dispositif de stockage et d'infiltration à la parcelle pour une occurrence centennale doit être privilégiées afin d'assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales.

Par application des prescriptions des permis de construire n°28 134 22 00000328, n°28 134 23 00084, 28 134 23 00085, 28 134 23 00084M01, 28 134 23 00085M01 et 28 134 23 00084M02, une gestion séparée des eaux usées et des eaux pluviales doit être opérée sous domaine privé. Les eaux pluviales générées devront être intégralement gérées à la parcelle (infiltration, précédée ou non d'une cuve de récupération par exemple) sans aucun rejet vers le domaine public ni les propriétés voisines.

Un nouveau réseau de collecte des eaux pluviales sera créé et conformément au plan du permis, l'impact de ruissellement devra être contenu dans un ouvrage de dépollution, de type séparateur d'hydrocarbures, placé en amont de leur point de déversement dans la rivière des Châtelets.

Un bassin de rétention enterré d'un volume de 155 m3 sera installé en extérieur, en façade du bâtiment 8. A noter qu'une pompe de relevage sera également installée pour rejeter le trop plein à la rivière.

Par ailleurs, des volumes de rétention des eaux pluviales existant sous les bâtiments 10 et 11 sont utilisés en cas de fortes averses pour ne rejeter qu'un trop plein dirigé vers la rivière des Châtelets.

ARTICLE 3 : SIGNALEMENT DE POLLUTION ACCIDENTELLE

Tout incident générateur de pollution accidentelle doit être immédiatement signalé :

- Au gestionnaire de l'assainissement AQUAD au 02.37.431.430 (24h/24 7j/7)
- Aux services de l'Agglo du Pays de Dreux au 02.37.64.82.00

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements, notamment en cas de constations de dégradation du réseau public en aval du rejet dû au non-respect du présent arrêté.

Les frais de constatations des dégâts (sondage visuel des réseaux, prélèvements, analyses, etc.) et de réparation de ceux-ci seront entièrement à la charge du bénéficiaire du présent arrêté.

S'il est constaté par le service le non-respect des prescriptions dudit arrêté ou des termes de la convention de déversement, il pourra être mis fin à l'autorisation, après que l'Entreprise ait été à même de présenter ses arguments ou observations écrites au service.

L'Entreprise disposera d'un délai, fixé par le service, à compter du courrier de mise en demeure de faire cesser le rejet non conforme.

ARTICLE 4 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

A ce titre, elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Entreprise devra en informer l'Agglo du Pays de Dreux.

Toute modification apportée par l'Entreprise et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance de l'Agglo du Pays de Dreux Ce changement pourra faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement collectif des eaux usées venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIERES

Les caractéristiques de l'effluent déversé au réseau sont assimilables à des eaux usées domestiques. Par conséquent, la redevance assainissement qui sera appliquée à l'Entreprise sera identique à celle d'un usager et le présent arrêté ne s'accompagne pas d'une convention de déversement d'eaux résiduaires industrielles.

ARTICLE 6 : EXECUTION

Le directeur général des services et le comptable du Trésor de l'Agglo du Pays de Dreux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est exécutoire à compter de sa transmission en préfecture et sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire.

Une ampliation de l'arrêté sera notifiée à l'Entreprise IPSEN PHARMSCIENCES.

ARTICLE 7 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Un recours administratif adressé au Président dans le délai de recours contentieux interrompt ce dernier pendant un délai de deux mois.

Fait à Dreux, le 11 SEP. 2025

Le Président

Gérard SOURISSEAU

Acte publié électroniquement sur le site internet de la collectivité le : 11 SEP. 2025